

RAPPORT TRIMESTRIEL

Janvier à Juin 1985

Ce rapport traite la participation de Development Alternatives, Inc. aux activités du PPN pendant les deux premières trimestres du 1985. Parce que les membres de l'équipe DAI sont arrivés d'un bout à l'autre du premier trimestre, il était décidé entre le Directeur/PPN et le responsable DAI de concentrer nos efforts sur la planification et préparation de la campagne 1985 au lieu de présenter un rapport partiel du premier trimestre.

Ce rapport contient les sections suivantes:

- A. Contrat DAI
- B. Volets PPN
- C. Actions: deuxième évaluation intérimaire
- D. Annexes

Contrat DAI

Les négociations entre le gouvernement du Niger et DAI ont débuté en décembre 1984 et ont pris fin le 10 janvier 1985 avec les signatures du Directeur PPN et le vice-président DAI. La validité de ce contrat a commencé le 1 janvier 1985 et prendra fin le 28 février 1987. Pour l'essentiel le contrat demande l'assistance technique de long-terme (192 personne mois) et de court-terme (30 personne mois) et facilite l'intégration de telle assistance au sein du PPN.

Deux membres de l'équipe DAI, Jean-Louis Marolleau et Tom Shaw, se trouvaient déjà sur place et ont commencé leur travail à partir de 1-1-85 et 7-1-85 respectivement. Cinq autres membres de l'équipe sont arrivés en janvier et février comme présenté ci-dessous:

a. Michael O'Neill	Agronome	14-1-85
b. Kenneth Koehn	Conseiller au directeur (Chef d'équipe)	14-1-85
c. Charles Routt	Suivi/Evaluation	18-1-85
d. Kathleen Heffron	Participation Féminine	21-1-85
e. Boureima Sawadogo	Crédit/CNCA	6-2-85 (TDY) 1-3-85
f. Roman Imboden	AR/MA	26-2-85

Bouriema Sawadogo a commencé un TDY de 3 à 4 semaines le 6-2-85. Il est devenu un membre de l'équipe DAI en plein temps le 1-3-85. Mike Wybo est arrivé le 25-2-85 pour un TDY de cinq mois qui traite l'informatique au sein du projet (voir Annexe A pour un rapport de son travail).

La candidature de Jean-Louis Marolleau pour la poste Organisations Locales était retenue pour une période de seulement trois mois. DAI a rencontré les difficultés dans le recrutement de son remplaçant pour le volet Organisations Locales. Bien que DAI ait proposé deux candidats, l'USAID a trouvé tous les deux trop faible pour une raison ou une autre. Vers la fin du deuxième trimestre DAI a proposé un troisième candidat, Hossein Naficy. A cause des réserves exprimées par USAID, une décision a été prise pour qu'il puisse passer un TDY de six semaines sur le Fonds de Développement Rural. Pendant le mois de juin les termes de références (voir Annexe B) ont été établis et son arrivée était prévue pour le mois de juillet.

Annexe C présente les achats faits par DAI avec les fonds du contrat pendant les deux premières trimestres.

Volets PPN

Bien qu'il y a des rapports trimestriels présentés par les volets à consulter et étudier (sauf pour les volets Appui aux services et CPT), cette section traitera quelques problèmes ou points d'action pour le bon fonctionnement des volets.

1. Volet CPT

La formation et le suivi des couples qui passent six à huit mois aux CPT se trouvent à la base du programme PPN. Depuis le mois de mai l'opération CPT a bien souffert à cause d'un manque de responsable à plein temps de ce volet. L'ancien responsable a été choisi pour suivre des études aux Etats-Unis. A cause des cours d'anglais, le responsable a pu consacrer moins que mi-temps aux affaires CPT.

La direction a mis en vigueur un système de suivi par arrondissement où les membres de la direction ont participé. Pendant que ce système a bien avancé l'assistance donnée aux CPF et aux CVF par PPN, un tel système ne peut pas remplacer un responsable du volet qui pourrait orchestrer et coordonner le programme CPT et l'assistance donnée par les services techniques. Donc, le projet a besoin immédiatement de quelqu'un bien qualifié pour prendre en main ce volet.

2. Volet Appui aux Services

En principe ce sont les services techniques qui exécutent sur le terrain les opérations retenues par PPN. La deuxième évaluation a clairement montré le fait que les services ont peu d'intérêt au programme PPN parce que: a) ce programme n'est pas leur propre programme, b) les gens des services ne sont pas responsable devant le directeur PPN, donc le directeur n'a aucune autorité sur leurs efforts, c) l'avancement de leurs carrières reste avec le service concerné et non pas avec le projet.

Cette situation pose un problème profond et fondamental pour le projet. Une possibilité existe pour que le projet puisse diminuer la gravité de ce problème en planifiant le programme PPN avec les services, c-à-d que la participation des services commence avec la planification du programme PPN. Des cette manière, une part importante de leur programme devient une part importante du programme PPN et les services auront un intérêt professionnel dans la mise en exécution des opérations.

Le support du projet aux services doit être claire au début de la période concernée. Les changements à ce support doivent être faits en collaboration avec les services et non pas pris d'une manière unilatérale par le projet.

3. Volet Organisations Locales

Pendant les deux premiers trimestres ce volet n'avait pas un mandat claire. Le responsable du volet est nouveau et l'assistant de trois ans a quitté le projet à la fin de mars. Voir l'importance de ce volet pour la réussite des micro-réalisations, la mise en vigueur du Fonds de Développement Rural est critique. Ce volet pendant le troisième trimestre doit mettre l'accent sur le Fonds et ses composantes.

4. Crédit

A cause de l'incertitude à l'avenir de la CNCA, le projet doit être prêt pour n'importe quelle éventualité dans l'octroi du crédit.

Le projet fait une faute grave, à mon avis, en continuant de distribuer l'équipement aux stagaires et ex-stagaires (formation 1984) quand: a) il y a des indications que l'équipement (sauf la charrette) n'est pas utilisé par les ex-stagaires, b) les formalités n'existent pas entre la coopérative et l'ex-stagiaire pour contrôler les prêts, et c) les modalités et les montants des prêts ne sont pas claires entre la CNCA, le PPN, les coopératives et les ex-stagaires.

Peut-être est-ce le moment de revoir le système en place, un système qui n'a jamais marché comme il fallait. Est-ce qu'un système de prêts individuel où l'on dépasse la coopérative peut donner les remboursements plus élevés? Au moins avec un tel système, les ex-stagaires (et d'autres intéressés) empruntent seulement ce qu'ils jugent rentable.

5. Intrants

Le projet doit continuer sur la voie de garantir que les coopératives soient capables de contrôler leurs propres affaires, y compris les commandes et les achats des intrants requis par ses membres. La formation joue un rôle primordiale pour que des coopératives puissent arriver à ce niveau de l'autogestion.

Le projet doit se retirer de la fourniture des intrants au fur et à mesure que le CA ou la secteur privée est capable de fournir les prestations nécessaires.

6. Participation Féminine

La moitié de la population dans l'aire du projet est des femmes. Ce n'est pas évident que le rôle que les femmes jouent et peuvent jouer dans le développement est bien compris à cause d'un manque général de connaissance. Donc, le projet a le devoir de soutenir tout effort pour trouver les moyens de faire participer mieux la population féminine aux activités économiques.

Le projet doit trouver et engager une femme responsable d'un grade aussi élevé que les autres responsables des volets; ce qui n'est pas le cas à ce moment. Cette femme doit avoir une connaissance profonde du milieu rural et la capacité de travailler sérieusement avec les femmes rurales. Bien que la présence d'une telle personne ne garantit pas grandes choses, au moins ca peut donner plus de respect à ce volet au sein du projet et un rôle plus actif à ces activités.

7. Suivi/Evaluation

Depuis l'arrivée fin janvier de l'assistant à ce volet, il n'y a pas un responsable nigérien. Voir l'importance de ce volet au sein du projet et le besoin de connaître des résultats aux thèmes techniques chez les ex-stagiaires, c'est impératif que le projet emploie le plus vite possible quelqu'un bien qualifié comme responsable de ce volet. Sinon, le bon travail que l'assistant commence à faire sera mis en péril.

Bien que ce volet puisse chercher des renseignements divers, c'est le devoir de tous les autres volets de partager leurs connaissances et les résultats de leurs travaux avec la direction. Comme les rapports de l'assistant indiquent, il y a une lacune importante aux volets à ce devoir. Si longtemps que cette lacune continue, ce volet ne pourra faire son travail avec efficacité ni jouer le rôle nécessaire auprès de la direction en information.

8. Artisan Rural/Machisme Agricole

Ce nouveau volet commence à exercer une influence importante sur le plan et le budget du projet. C'est important que son rôle et son champ d'action soient bien compris et intégrés aux activités du projet et que les autres volets soient informés des paramètres de ces activités.

La direction a un devoir de bien informer ce volet de toute activité retenue et son budget au sein de PPN.

9. Recherche Agricole

La recherche agricole qu'on a fait au sein du projet jusqu'à cette année-ci n'avait aucun impact sur les thèmes techniques avancés par le projet, les thèmes qui sont mis de plus en plus en question. Donc, l'accent que ce volet commence à mettre sur la méthode "farming systems research" offre le projet un système itératif pour l'amélioration des thèmes techniques. Le projet doit supporter la formation de ses cadres sur cette méthode.

10. SMC

Bien que notre budget (1984-85) reste au niveau du MDR, la direction doit informer officiellement les volets, comme on a fait avec les services départementaux, des opérations retenues pour l'année en cours. Une action comme telle devient presque automatique si les réunions des cadres se tiennent régulièrement.

DAI est en train d'acheter les Landrovers destinés aux volets. Au lieu d'avoir un pool pour les volets, je pense que le meilleur système d'avoir est un système où les véhicules sont attachés aux volets et sont contrôlés par les volets. Ça présente à la direction la possibilité de passer plus de responsabilité aux volets et de décentraliser l'autorité de l'exécution des opérations aux niveaux des volets. En revanche et en principe, l'efficacité du projet même sera plus élevée.

Bien entendu, un pool de véhicules contrôlé par la direction doit rester pour l'appui aux services et pour d'autres assistances du projet.

ACTIONS: DEUXIEME EVALUATION INTERIMAIRE

Cette section va traiter chaque trimestre les actions entreprises par le PPN qui étaient suggérées par la deuxième évaluation intermédiaires. Bien que l'effort exigé dépasse le travail qu'on puisse faire dans n'importe quel trimestre, la rédaction de cette section chaque trimestre nous donnera une indication de l'évolution du projet en ce qui concerne les points que l'évaluation a trouvé faible.

A. Formation et suivi au niveau des CPT

1. Pour améliorer la teneur de la formation au niveaux des CPT: a) former les responsables des CPT en ce qui concerne l'ajustement du programme de formation aux besoins des stagiaires, b) augmenter la participation effective des services techniques à la formation au niveau des CPT, c) s'assurer que l'alphabétisation des femmes est fonctionnelle par rapport à leurs besoins ou éliminer cette partie du programme.

a) Le volet S/E est en train de faire une enquête qui va déterminer l'usage actuel par les ex-stagiaires des thèmes techniques et leurs besoins chez eux. Les résultats de cette enquête en rapport avec les résultats de recherche faite en 1985 et auparavant seront utilisés pour déterminer la formation nécessaire pour les responsables CPT. Certainement, une formation où les responsables sont formés comme formateurs est nécessaire dans l'avenir.

Les programmes de formation proposés par quelques volets n'étaient pas bien acceptés par la direction en janvier et février pour la campagne 1985 à cause de la sécheresse de 1984 et le fait que les méthodes essayées en 1984 n'ont pas bien donné. Néanmoins, avec la nomination de quelques nouveaux responsables comme chefs CPT, une formation de base était requise; ce qui n'avait pas lieu.

b) Parce que chaque CPT n'a pas un programme précis où la participation de chaque service technique est demandée, une telle participation reste sur un niveau d'urgence plus qu'une participation bien planifiée et précise. La direction est en train de mettre en vigueur un système de planification pour la campagne prochaine qui exigera une participation précise de chaque service technique dans le programme établi pour chaque CPT.

c) Le volet P/F a pris l'initiative de revoir l'alphabétisation donnée aux CPT et CVF au niveau des femmes. Avec le service d'alphabétisation et le CFCA, ils sont en train de refaire le programme d'alphabétisation employé aux CPT et CVF. Cependant, la question reste que n'importe quelle alphabétisation peut réussir quand:

- on commence avec un niveau de presque zéro,
- on suit les cours pour quelques mois (6-7), et
- on quitte le CPT, sans aucun suivi.

2. Le projet et le service de l'Agriculture procéderont à une analyse d'ensemble des raisons pour lesquelles le système de suivi n'a pas bien marché en 1984 et prendront les dispositions qui s'imposent pour améliorer le rendement du système en 1985.

Cette analyses n'a pas encore reçu l'attention du projet bien que le projet ait pris quelques mesures pour améliorer le système en 1985. Les agents de suivi, qui se trouvaient auparavant aux CPT, sont maintenant placés au niveau de quelques CVF où le suivi des ex-stagiaires dans un rayon de 5 à 10 kilomètre du CFV est plus simple à faire. C'est-à-dire, que les agents se trouvent plus près de leur travail; ce qui n'était pas le cas l'année passée.

Aucun agent de suivi n'a reçu une formation ou recyclage cette année-ci. Peut-être une raison pour la faiblesse de suivi se trouve sur le fait que les agents de suivi n'ont pas une connaissance suffisant pour discuter les thèmes techniques et pour donner les conseils aux cultivateurs. Le projet doit recycler les agents de suivi au début de 1986 pour qu'ils puissent être capables de faire plus que le suivi administratif, ce qui est leur préoccupation primordiale pour le moment.

Nous avons entendu que le responsable de suivi au niveau départemental sera nommé comme responsable du volet CPT au PPN, une position importante au sein de PPN d'un point de vue de suivi. Il semble que son rôle l'année passée était très faible et une raison que le suivi n'a pas bien marché. La valeur de son détachement au projet est en question.

3. Poursuivre les activités par les biais des groupements mutualistes pour recruter de meilleurs stagiaires, en reconnaissant que leur impact en tant qu'agents de vulgarisation est plus lié à la valeur des thèmes techniques qu'ils ont appris qu'à leur status au niveau du village.

Si c'est vrai que leur impact est plus lié à la valeur des thèmes techniques apprises qu'à leur statut au niveau de village, l'accent du projet doit être mis sur une amélioration des thèmes techniques et une appréciation et une meilleure compréhension de ces thèmes.

Le volet S/E a reçu les résultats préliminaires qui indiquent que les stagiaires ne savent pas pourquoi ils étaient choisis par le village et que les stagiaires ne comprennent pas leur rôle auprès de leur formation aux CPT. Les CVF et le fait que les stagiaires restent chez eux donnent beaucoup plus de possibilités que les thèmes techniques soient appliqués au village en une masse critique. Ceci n'est pas le cas pour les villages où seulement un ou deux couples stagiaires rentrent au village.

L'idée de masse critique dans l'autoencadrement n'a pas encore reçu l'accent qu'il faut. L'expérience des CVF doit nous donner plus de renseignement concernant la masse critique nécessaire s'il y a une validité avec les thèmes techniques avancées par le projet.

4. Trouver les voies et moyens de faire payer aux villageois une partie des frais de fonctionnement des centres de formation, mais se débarrasser de l'idée selon laquelle ces centres peuvent être auto-financés. Pour réduire les frais de fonctionnement des centres, il faut envisager la possibilité d'utiliser les diplômés des CPT comme formateurs.

Les villageois autour des centres de Kabé et Itchiguine ont bien contribué à la construction des cases type Chikal de Projet Tapis Vert. Tous les deux CPT peuvent bien loger maintenant 10 couples grâce aux efforts des villageois. Cet exemple montre qu'il y a des villages qui peuvent et sont prêts à contribuer aux frais des CPT.

Néanmoins, le projet est en train d'expérimenter les méthodes pour diminuer les frais de fonctionnement. Parmi ceux-ci se trouvent:

- La création des CVF où le responsable est un ancien stagiaire d'un CPT, où les stagiaires continuent à habiter chez eux, et où les instructeurs sont choisis parmi des gens de la localité.
- Le changement de quelques CPT classiques en CPT exploitation où les stagiaires sont plus responsables pour leur champs et animaux.

Il faut que le projet fasse une analyse profonde de notre expérience de cette année-ci pour continuer à diriger le programme PPN vers une formation moins chère mais plus efficace. Les CVF présentent sans doute un moyen pour le faire.

5. Définir les rôles respectifs des CPT et des centres de formation au niveau du village, et envisager la possibilité de réduire le nombre de CPT à un maximum de trois.

Bien que le projet commence à mettre plus d'accent sur les CVF et l'emploi des ex-stagiaires comme des responsables pour les CVF, les CPT vont continuer à former les couples stagiaires sur les thèmes techniques améliorés. Les programmes qui seront établis pour chaque CPT et CVF l'année prochaine indiqueront le rôle clair que chaque centre va remplir.

C'est l'avis de l'auteur que le PPN doit diminuer le nombre de CPT pour l'année prochaine à six au lieu de neuf comme aujourd'hui. En regardant la situation générale, je recommande que les CPT de Simiri, Chiwil et Birni Kalondia soient transformés en centre de formation contrôlés par les arrondissements concernés. Cette initiative de la part du projet va diminuer ses coût récurrents et en même temps donner aux arrondissements la possibilité d'avoir un centre qui peut être utilisé pour n'importe quelle formation au niveau de l'arrondissement.

Quoique le nombre des CPT diminue, il faut augmenter le nombre de CVF. Pour l'année prochaine je propose le suivant:

a. Filingue	2 nouveaux CVF + 2 anciens CVF = 4 CVF
b. Say	2 nouveaux CVF + 2 anciens CVF = 4 CVF
c. Ouallum	2 nouveaux CVF + 0 anciens CVF = 2 CVF
d. Kolo	2 nouveaux CVF + 4 anciens CVF = 6 CVF

6. Entreprendre une série d'études sur les diplômés des CPT en vue de 3 objectifs spécifiques: 1) obtenir davantage d'information sur les raisons de l'adoption ou de la non-adoption de l'ensemble ou d'une partie des thèmes techniques; 2) essayer d'évaluer l'impact effectif des thèmes techniques sur les rendements et la production concrètes et fiables sur les avantages de la traction animale notamment l'impact sur les rendements et la surface cultivée. 3) Elaborer des plans de travail pour 1985.

1) Le volet S/E est en train de faire des enquêtes qui indiquent les thèmes adoptés et non-adoptés par les ex-stagiaires et le pourquoi de leur adoptions ou non. Les indications préliminaires montrent qu'il y a une différence importante entre les thèmes suggérés aux CPT et leur emploi aux

champs des ex-stagiaires. Même l'emploi de l'équipement est mise en question selon les indications préliminaires. Avant la fin de l'année et bien avant le commencement de la campagne prochaine, le projet aura une idée claire sur l'adoption des thèmes techniques.

2) Avec la création du volet AR/MA et les essais de la campagne en cours qui sont faits en pleine coordination entre l'AR/MA and R/A, la connaissance sur les avantages et l'impact de la traction animale sur les rendements et la surface cultivée sera mieux comprise. Cette connaissance donnera au projet les justifications et raisonnements pour adapter les thèmes techniques aux réalités vues aux champs des cultivateurs et aux CPT.

3) Les plans de travail y compris le budget 1985 a été élaborés pendant le temps couvert par ce rapport. C'est notre souhait cette année-ci d'avoir les plans et le budget pour l'année 1985-86 bien préparés et présentés au MDR avant le fin d'août, c-à-d un mois avant le commencement de l'année fiscale gouvernementale.

B. Appui aux Organisations Locales

1. Mettre sur pied un système de suivi par le biais de visites régulières aux coopératives et groupes de villages qui reçoivent actuellement une formation en crédit et gestion des intrants.

La dissolution de l'UNCC a forcé le projet de prendre en charge plus de suivi que prévu. Les volets Intrants et Organisations Locales ont participé à quelques stages de formation pour les responsables coopératifs et à un stage pour les formateurs coopératives (projet APS/CLUSA). Les responsables de 36 coopératives ont reçu une formation organisée par le projet pendant la période janvier à juin.

Le projet commence à travailler avec l'URC en faisant le suivi et la formation. Quelques (4) boutiques coopératives et banques céréalières étaient établies pendant les deux premières trimestres de l'année. Le projet a continué de fournir les intrants comme engrais, semences et pesticides aux coopératives dans l'aire du projet.

2. L'activité relative au transfert de la responsabilité du crédit et de la gestion des intrants aux coopératives ne devrait marcher qu'avec les coopératives ayant le plus de chance de réussir; ces coopératives sont assurément moins de 20. a) Préparer une liste préliminaire des coopératives qui peuvent être retenues pour 1985. b) D'une manière plus générale, le projet doit accorder la priorité au développement des organisations locales, compris le renforcement des coopératives qui ne peuvent pas encore gérer les activités de développement. Des conseillers du projet en développement des coopératives, crédit, et distribution d'intrants doivent s'associer aussitôt que possible aux Coordinateurs des Arrondissements pour élaborer une méthodologie pour réaliser ce travail pendant les 2 prochaines années. c) Elaborer un plan de travail pour 1985. d) Enfin, le projet devra faire une analyse de ce que signifie en termes très spécifiques "Société de Développement" pour le Projet Productivité Niamey. L'analyse devra mettre l'accent sur: 1) Comment et dans quelle mesure les responsabilités peuvent être transférées des services techniques aux organisations locales, et 2) Quelles sont les possibilités concrètes concernant les initiatives de développement des coopératives (productrices de revenus ou sociales) au niveau du village. L'étude de l'organisation locale devra apporter une importante contribution à cette analyse.

a) Le projet a fait le choix de quatre coopératives avec lesquelles la préparation et l'ouverture des boutiques ont été faites. A la fin du deuxième trimestre le projet en collaboration avec l'APS/CLUSA était en train de faire le choix de quatre d'autres coopératives pour l'établissement des boutiques. Ces coopératives devront être des tests et se trouveront à la base de l'assistance l'APS/CLUSA au département de Niamey.

b) Les termes de référence pour le TDY Organisations Locales se basent sur les thèmes du renforcement des organisations locales en établissant un Fonds de Développement Rural et la formation nécessaire pour mettre en exécution ce fonds. Cette formation touchera les responsables de service au niveau des arrondissements et aux CVD et aux membres des coopératives.

c) Un plan de travail a été élaboré pour la campagne 1984-85 par les cellules concernées. Ce plan est y compris dans la plan de travail pour le PPN.

d) Nous attendons les résultats de l'étude Organisations Locales et le TDY sur le Fonds de Développement Rural pour nous donner des idées plus claires sur ces points.

C. Appui des Services Techniques du Gouvernement du Niger

1. Exécuter le plan existant pour augmenter la prestation de services techniques au projet et ce au niveau du département. Au cas où ce ne serait pas possible, l'AID procédera à d'autres déboursements sous réserve d'une réalisation satisfaisante des activités du projet par les services techniques.

La participation des services techniques est important pour l'exécution du plan de travail établi par le PPN. Néanmoins, leur participation, soit au niveau départemental aussi bien qu'au niveau des arrondissement, à la préparation du plan de travail annuel manquaient. Certainement, la faible participation des services techniques à l'exécution d'un plan sur lequel les voix des services techniques ne figurent pas est normale.

Le projet est en train d'établir un système de planification pour 1985-86 qui commence avec la participation des services techniques au niveau de l'arrondissement. Les opérations présentées par les chefs de service seront étudiées et soit adoptées, modifiées ou rejetées par les comités ad hoc établies entre le projet et les départementaux concernés.

Les services départementaux présenteront aussi les propositions pour les opérations qu'ils pensent remplies les critères avancés par le projet pour recevoir un financement.

En brève, par la participation dans la planification des opérations retenues par le projet, nous pensons que les services techniques auront plus d'intérêt à la phase d'exécution que dans la passée.

D. Gestion du Projet

1. Fixer les objectifs à atteindre pour les deux prochaines années en vue de mettre sur pied une bonne base de travail pour la Phase III. Il faudra que ce processus englobe la Préfecture et les Services Techniques au niveau du département.

Voir la réponse à point C ci-dessus.

Bien qu'il n'y aura pas une planification immédiate pour une troisième phase, la révision de l'Annexe I et l'amendement au PP vont préciser les objectifs à atteindre avant la fin de 1988. La participation de la Préfecture et les Services Techniques sont bien souhaitable.

2. Pour réduire de manière efficace les nombreux problèmes que rencontre le projet, il faudra améliorer la circulation des informations en direction de et provenant du responsable de la gestion. Il faudra re-établir les réunions mensuelles du personnel du projet, des coordonateurs des arrondissements et des services techniques.

Les réunions mensuelles au niveau des arrondissements sont réétablies avec la participation des départementaux et les cadres de PPN. La réunion mensuelle entre les départementaux, coordonateurs et cadres de PPN a été changée en réunion trimestrielle. Pendant la période de ce rapport, une telle réunion a eu lieu à Niamey.

Il faut que le PPN recommence les réunions interne, au moins mensuel, entre la direction et les cadres pour avoir une vraie harmonie et étroite collaboration. Un cadre informé et qui participent dans a) les discussions qui concernent la philosophie du projet, b) les méthodes à suivre pour l'exécution des opérations et c) une franche évaluation de tout sort des cadres qui ont un investissement réel sur le succes du projet et ses opérations.

3. Transférer la gestion quotidienne du projet du Directeur et du D.O.T. au Directeur des Affaires Administratives et Financières (D.A.F.). Il faudra recruter au poste de DAF une personne compétente jouissant de la confiance totale du Directeur.

Le MDR a nommé un responsable, Zakou Bomberi, au service administratif et financier (SAF) pendant le deuxième trimestre. Il faut noter qu'il n'était pas nommé Directeur des Affaires Administratives et Financières, mais plutôt le responsable d'un service au sein du projet. Le projet est en train de transférer les affaires administratives et financières quotidiennes au SAF et en même temps le SAF est en train d'améliorer le fonctionnement des systèmes qui se trouvent en place, notamment le système de contrôle financier et le système d'achat et d'inventaire.

Pendant le troisième trimestre le SAF va suivre quelques cours informatiques aux Etats-Unis où il apprendra une connaissance informatique qu'il peut employer pour diriger les affaires administratives et financières.

Le DOT a commencé sa participation en juin à Pittsburg d'un séminaire qui examine profondément la gestion des projets. Il va rentrer au projet pendant le troisième trimestre après une petite initiation informatique à DAI/Washington.

E. Production et Recherche Agricole

1. Le Projet Productivité Niamey ne devrait pas avoir un programme de recherche bien défini sur les systèmes culturaux. Toutefois, la cellule Recherche Appliquée travaillant avec la Cellule d'Evaluation et de Suivi devrait procéder à une expérimentation sur le terrain des nouvelles technologies dans les différentes zones climatiques du projet. Une importante partie de cette activité consistera à procéder à l'expérimentation du matériel modifié de traction animale. Préparer un plan de travail pour 1985.

Le plan de travail 1985 préparé par la cellule Recherche Appliquée a mis l'accent sur: a) l'emploi d'une approche de farming systems research qui a une base chez le cultivateur, b) des protocoles de collaboration étroite avec l'INRAN, c) l'expérimentation sur le matériel de traction animale en collaboration avec la cellule AR/MA.

La création au sein du projet d'une cellule de machisme agricole nous donne enfin la possibilité d'analyser la rentabilité, l'acceptabilité, et les problèmes associés avec l'équipement liée aux thèmes techniques. L'essai de l'équipement mono-bovine est maintenant programmé pour 1985 aussi bien que les modifications importantes sur l'équipement existant.

2. Identifier les techniques de production qui se sont montrées efficaces dans les différentes zones agro-climatiques et les enseigner aussi efficacement que possible dans les CPT et les Centres de Formation au niveau du village. Les Responsables des CPT devraient reconnaître que si l'utilisation de certaines techniques est faible c'est essentiellement parce qu'elles ont des lacunes et qu'elles ne devraient pas être enseignées sans recherche appliquée plus approfondie.

Le programme de Recherche Appliquée pour 1985 essaie de voir les différences zonales sur les techniques pour mieux les adapter en 1986 aux exigences de chaque zone. L'étude Agro-écologique va nous donner plus de précisions sur ces différences. La programmation 1985-86 pour des CPT et plus important pour les CVF incorporera les résultats reconnus pendant la campagne 1985. Notre programme de recherche devrait de plus en plus être itératif sur les points critiques de production et d'écologie.

3. Prendre des dispositions pour l'incorporation systématique des résultats de la recherche appliquée aux programmes de formation des CPT.

Deux actions sont prévues pour garantir les modifications des thèmes techniques employés au niveau des CPT et des CVF: a) D'abord, la formation des responsables des CPT et des CVF sur les modifications et plus important le pourquoi pour ces modifications. Deuxièmement, le programme qui sera établi l'année prochaine pour chaque CPT ou CVF va prendre connaissance et incorporer des résultats de recherche pour la zone où se trouve le CPT ou le CVF.

F. Crédit Agricole

1. La CNCA doit suivre des procédures standard de saisie en case de défaut de paiement, mais la priorité première de la CNCA et du PPN doit être

12

de faire des prêts viables. La CNCA ne devrait octroyer des prêts qu'à des activités économiquement viables et à des emprunteurs solvables. Il faut préciser que le prêt aux diplômés des CPT pour le matériel de traction animale ne peut satisfaire à aucun des critères susmentionnés. Le PPN et la CNCA devraient préparer un document sur les critères à utiliser pour améliorer les prêts en 1985.

La CNCA a commencé la mise en application de la procédure de retrait des équipements octroyés à crédit en cas de défaut de paiement. Elle le fait de manière sélective dans un premier temps, par exemple sur les périmètres aménagés (AHA) où beaucoup d'UCA (Unité de Culture Attelée) ont été placées et les remboursements médiocres.

Après avoir analysé la cause des impayés, on se rend compte pour ces cas que le non paiement est volontaire et de mauvaise foi, alors que la capacité de remboursement est réelle (production et vente de riz assurées). La Direction s'entoure dans cette action de conditions légales possibles (justice-gendarmerie).

Bien entendu, le retrait des équipements pour non paiement n'est qu'une action ponctuelle de dissuasion qui ne saurait constituer en elle seule une politique de recouvrement; le niveau de remboursement est fonction de la politique et des procédures d'octroi des crédits et de la qualité de l'assistance dont le paysan est en droit d'attendre pour améliorer sa productivité et sa production.

Le Gouvernement Nigérien vient de prendre la décision importante de restructurer et reorganiser la CNCA. Bien que les grandes lignes de cette opération ne soient pas encore connues, on pense qu'il sera tenu largement compte, entre autres mesures, du rôle bancaire que doit avoir la CNCA critères de solvabilité des clients pour les octroi de prêts, décentralisation pour être en contact direct avec le client (sans intermédiaire), rigueur dans la gestion, etc...

Il faut rappeler que les octrois de crédits étaient suspendus en 85 en attendant la décision gouvernementale. L'équipement des ex-stagiaires CPT (en général complément d'équipement) s'effectue selon des critères capacité d'endettement - capacité de remboursement plus rigoureux, en particulier dans les zones à haut risques climatiques tels que Ouallam.

2. Le PPN et la CNCA ont besoin d'augmenter le pourcentage de l'acompte requis sur les prêts. Toute institution de crédit qui exige moins de 20-30% d'acompte est sûre d'avoir des taux de défauts de paiement très élevés.

Actuellement d'environ 10%, on constate même beaucoup d'octrois sans apport personnel de la part du client.

Cet acompte devrait non seulement être obligatoire pour être une condition suspensive d'octroi, mais aussi voir son niveau relevé progressivement. On tient compte de plus en plus dans l'étude des dossiers de demande de prêt, de cet aspect important, cas par cas, pour être plus souple envers les petits paysans demunis, et plus exigeant (taux plus élevé) pour les gros prêts.

En tout état de cause, cette mesure fait partie du caractère bancaire qui doit être dévolu à la nouvelle CNCA que veut mettre en place le Gouvernement Nigérien.

Michael Wybo a suivi les termes de références ci-dessus. Pour donner une idée du progrès que lui et le PPN ont fait dans l'emploi et l'usage informatique depuis mars de cette année-ci, les points et sous-points des termes de références sont examinés en rapport avec le travail achevé.

1. Installation des ordinateurs au siège du PPN et à la CNCA

a) Installation et essai du matériel d'informatique au siège du PPN et à l'agence de Niamey de la CNCA.

- Installé un Apple IIe avec imprimante à l'agence de Niamey de la CNCA.
- Installé un Apple IIe avec imprimante au bureau annexe PPN.
- Installé un IBM PC et son UPS acheté par les fonds de contrat DAI à la salle informatique au bureau PPN.
- Installé un IBM PC et son UPS et un 10 mégabyte hard-disk au bureau. Cette ordinateur a été acheté par l'Etude Organisations Locales et reste la propriété de PPN.

b) Etablir une liste du matériel défectueux et prendre des dispositions pour sa réparation ou son remplacement.

- Une liste de matériel défectueux a été envoyer au fournisseur en demandant soit le remplacement du matériel soit un crédit chez eux contre l'achat du matériel à l'avenir. Leur reponse à pris quelque mois à nous trouver. Ils refusent de reprendre le matériel et ont envoyés des programmes et documents pour effectuer les réparations sur place. Jusq'au présent ces réparations n'ont pas encore été effectués dans une manière qui rendre le matériel 100 % utilisable.
- Préparé une liste de matériel à commander qui va garantir un stock suffisant de rubans, diskettes, logiciels, etc.

c) Etablir un système de planification d'accès aux ordinateurs par le personnel du projet.

- Avec l'arrivée des 2 IBM le problème d'accès aux machines est devenu moins important. La nécessité de programmé l'accès aux ordinateurs sera plus pressante lorsque les secretaires commencent à faire régulièrement le traitement de texte.

2. Mise en place d'un système informatisé de contrôles financier et Budgétaire.

Ce système correspondra au Système de Comptabilité du Projet Regional de Gestion Financier du Sahel qui s'applique aux Projets financés par l'USAID et pour lequel le comptable du Projet a déjà reçu une formation. Le système informatisé sera capable de saisir les données nécessaires pour sortir les documents suivants:

- Quelques réunions ont tenu lieu avec les gens du Projet Régional à mettre notre système informatique en rapport avec leur système de gestion financier. Néanmoins, nous notons un manque de suivi par les gens de ce projet.

a) Hebdomadaires:

Un rapport sur la situation financière du Projet qui donne le montant liquide disponible dans les comptes du Projet (Journal de Banque).

- Sortir ce rapport nécessitera une meilleure collaboration entre la comptabilité et l'informatique.

b) Mensuels:

Un rapport à la direction du Projet sur la situation budgétaire du Projet avec précision par rubrique (Journal des Engagements).

- Cette action est achevée et en vigueur; voir un exemple ci-joint.

Un rapport à chaque responsable de volet sur la situation budgétaire de son volet avec précision par rubrique.

- Cette action est maintenant possible à n'importe quel moment; voir un exemple ci-joint.

Un rapport à la direction du Projet sur la situation budgétaire avec précision par rubrique budgétaire.

- Ce rapport sort à la fin de chaque mois; voir un exemple ci-joint.

Un rapport sur la situation financière par rapport aux avances faites au Projet par l'USAID et la situation des pièces justificatives.

- Sortir ce rapport nécessitera une meilleure collaboration entre la comptabilité et l'informatique.

Un rapport trimestriel sur la situation financière du trimestre.

- Sortir ce rapport nécessitera une meilleure collaboration entre la comptabilité et l'informatique.

Un rapport trimestriel au MDR sur la situation budgétaire du projet.

- Le projet est maintenant capable de donner ces renseignements à n'importe quel moment.

3. Mise en place d'un système de Gestion du Personnel du Projet.

Ce système sera capable de sortir à la fin de chaque mois les documents suivants:

- a) Une liste nominative de tout personnel du PPN selon leur grade, catégorie, lieu d'affectation, situation à l'emploi.
- Une liste nominative du personnel a été informatisée. Les documents les plus importants (Etat de paiement des salaires et des indemnités) sont traités dehors de cette liste pour permettre une formation et usage régulier sur les opérations d'un programme type 'tableur'. La liste nominative peut être utilisée pour les besoins de gestion du personnel. Cette utilisation nécessite une meilleure compréhension de l'opération du programme gestion de base de données par le personnel intéressé.
- b) Impression des documents conformément aux exigences de la Sécurité Sociale.
- La liste informatisée pour faire cette impression est disponible.

4. Mise en place d'un système informatisé de gestion de portefeuilles de crédit pour l'Agence de Niamey de la CNCA.

Ce système sera installé à l'Agence de Niamey de la CNCA et sera capable de:

- a) Etablir une base de données sur ordinateur qui fournira à l'Agence de Niamey un moyen de sortir les informations sur les prêts faits dans le Département de Niamey selon les critères de sélection relatifs à l'octroi du crédit.
 - Une base de données complètes pour les 4 arrondissements de la zone du PPN est en train d'élaboration. L'arrondissement de Filingue a servi comme teste et est actuellement à jour. Ce qui a freiné ce travail est le manque des informations organisées à la CNCA, faite qui nécessite une recherche et verification rigoureuse. On a aussi commencé à informatiser une liste des clients de la CNCA qui peut être liée a la base de données sur les contrats. Avec ces deux bases de données on est actuellement capable d'identifier les bénéficiaires par contrat, leur niveau de remboursement, leur GM et Coopérative... etcetera. On peut aussi facilement sortir les listes selon le niveau de financement PPN par contrat. Voir les exemplaires ci-joint.
 - b) Sortir une liste nominative des contrats dans le Département de Niamey.
 - Cette liste est faite et disponible pour certain arrondissements; voir un exemple ci-joint.
- Le spécialiste passera une journée entière par semaine au siège de l'Agence de Niamey pour donner un appui nécessaire à la mise en marche de ce système.
- Le spécialiste passe presque tous les lundi à la CNCA et reste toujours disponible à répondre à leurs exigences.

5. Formation du Personnel du PPN et de la CNCA

- a) Formation de deux agents de l'Agence de Niamey de la CNCA sur le fonctionnement du programme de saisie et sortie des données ainsi que dans les opérations de base des micro-ordinateurs.
- Il y a actuellement 5 agents capables de saisir les renseignements nécessaire pour établir les bases de données voulus.
- b) Formation de deux dactylos du PPN sur le traitement de texte par ordinateur.
- La formation d'une dactylo a commencée. Une fois que cette personne a saisi les opérations de base on commencera avec la deuxième. Ils apprendront à faire le traitement de texte pour rédiger les documents régulièrement sorti au PPN (rapports, memos, lettres, compte rendu). On aura aussi un système d'impression des Ordres de Mission et des Bons de Commande qui rendra ce travail plus efficace. On espère de confier cette dernière tâche à une troisième dactylo.
- c) Formation de base sur les opérations des micro-ordinateurs et sur le fonctionnement des programmes au PPN par le dépouilleur actuel.
- Cette formation procède lentement à cause d'un manque de connaissance de base à la part du dépouilleur actuel. Il serait souhaitable de trouver une deuxième personne plus expérimentée qui peut gérer les opérations informatiques au PPN.
- d) Formation du Chef de Personnel sur le fonctionnement du programme de gestion de personnel.
- Peu d'intérêt a été exprimé dans cette formation.

6. Assistance informatique aux volets du Projet selon leurs besoins.

Le spécialiste sera disponible pour donner un appui aux responsables des volets dans leurs activités de traitement et analyse de données.

- ~~A part de l'installation des ordinateurs et le dépannage de plusieurs programmes, le S/E commence à travailler avec quelques volets pour le traitement et l'analyse. Le spécialiste a assisté S/E quand il y avait besoin.~~

7. Mise en place d'un système de gestion du matériel du Projet.

Inventaire du matériel de transport, de la culture attelée, du bureau, des centres, du mobilier et meuble et des pièces détachées automobiles.

- Un Etat de Parc Automobile a été établi. Il reste à régulariser la mise à jour de ces informations et de prendre des mesures pour assurer leur exactitude.

Au niveau du magasin des discussions avec le Chef SAF et le magasinier ont eu lieu. Ensemble on a rédigé une fiche de stock et on a discuté et proposé un horaire du magasin pour assurer le temps pour une bonne gestion. Il reste à mettre en place ces deux activités.

M E M O R A N D U M

A: Assoumane BAOUA / Directeur PPN

DE: Michael WYBO / Informatique 

OBJET: Registre des dépenses du PPN

Veillez trouver ci-joint un exemple du registre des états et des factures payés par le Projet. Ce registre sera sorti à la fin de chaque mois après la saisie et la sortie du rapport budgétaire.

Comme vous constaterez les états sont groupés par volet du PPN et dans le volet par le sous rubrique auquel ils sont attribués. Le total de chaque sous rubrique ainsi que le total du volet et du mois est calculé.

Ce premier tirage comprend les mois de janvier, février et mars 1985. Les prochains seront tirés mensuellement.

Niamey, le 16 Mai 1985

Ampliations

DOT
Chef SAF-
Comptable
-CT
Liasor. USAID

Page No. 24

DOCUMENTS DE COMPTABILITE

PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY
MARS 1985

DESIGNATION DE DEPENSE	NUMERO OV/DP	NUMERO ROUGE	DATE	FOURNISSEUR	NUMERO FACTURE DU ETAT	MONTANT
** VOLET ES						
* SOUS RUBRIQUE 07.01.01						
Salaires Enqueteurs	0060	0218	07/01/85	PROJET PRODUCTIVITE NY	0229/PPN/85	130442
Frais Enquete Organisation L.	0132	0334	12/02/85	PROJET PRODUCTIVITE NY	162/PPN/85	260880
Salaires Enqueteurs	0110	0284	07/02/85	PROJET PRODUCTIVITE NY	0233/PPN/85	130442
Salaires Enqueteurs	0167	0418	26/03/85	PROJET PRODUCTIVITE NY	263	97807
* Subsubtotal *						619571
* SOUS RUBRIQUE J7.01.02						
Salaires Enqueteurs	0021	0176	15/12/84	PROJET PRODUCTIVITE NY	210/PPN/84	130442
Frais Licenciement	0152	0434	29/03/85	PROJET PRODUCTIVITE NY	271	53032
* Subsubtotal *						183474
* SOUS RUBRIQUE 07.01.04						
Frais Enquete Organisation L.	0132	0334	12/02/85	PROJET PRODUCTIVITE NY	162/PPN/85	244332
* Subsubtotal *						244332
** Subtotal **						1047377

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL
DEPARTEMENT DE NIAMEY
PROJET PRODUCTIVITE

No. _____ / PPN / 85

O R D R E D E M I S S I O N

Thomas SHAW
Boureima SAWADOGO

Intrants Agricoles
Crédit

se rendront dans l'Arrondissement de:

Filingue, Say, Kollo

Objet : Visites Magasins Cooperatifs

Date de Départ :

Date de Retour : 02/07/85

Moyen de Transport Véhicule No. : 1234 NY1A

Chauffeur : Hima GARBA

Accompagné par :

Niamey, le 26 Juin,

LE DIRECTEUR DU PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY

AMPLIATION

- Préfet de Niamey

**PROJET PRODUCTIVITE
NIAMEY**

4 - 7

BON DE DEMANDE

Fournisseur Sonida

Section SV/AS Eq/Mat

Date 04/07/85

Désignation	Quantité	Cout	Montant
Son de Blé	200	4500	900000
Pierre à Lecher	50	6000	300000
Comprimés Anti Parasitique	5000	14	70000
Ajouter test	100	2400	240000
Ajouter test 3	12	4567	54804
Ajouter test 5	23	1400	32200
Ajouter test 6	20	2000	40000

1637004

Signature du Chef de Section demandeur

Le Directeur

BON POUR COMMANDE

2/2

SOUS RUBRIQUE	DESIGNATION				MONTANT FCFA	MONTANT SUSA
* RUBRIQUE : E/M						
04.03.01	Charrettes Bovines Proc. 84 et 85	442	Char	87500 F/Char	38675000	0
04.03.02	Charrettes Asines Proc. 84 et 85	8	Char	73200 F/Char	585600	0
04.03.03	Batis de Base proc. 84 et 85	225	Batis	8455 F/Bati	1902375	0
04.03.04	Canadiens 5 Dents Proc. 84 et 85	225	Canadiens	12320 F/Canad	2772000	0
04.03.05	Lames SS Proc. 84 et 85	180	Lames	4840 F/Lame	871200	0
04.03.06	Corps de Charrue Proc. 84 et 85	200	Corps	9015 F/Corps	1803000	0
04.03.07	Houes Asines UCOMA Proc. 84 et 85	100	Houes	12665 F/Houe	1266500	0
04.03.08	Paires de Bouufs 84 et 85	385	Paires	100000 F/Paire	38500000	0
04.03.09	Achat de Céréals à Banques Céréalières	8	Banques	1200000 F/Banque	9600000	0
04.03.11	Embouche Bovine (TAURILLONS)	140	TAURIL	40000 F/TAURIL	5600000	0
04.03.12	Projet Locaux de Développement	36	Projets	500000 F/Projet	18000000	0
04.03.13	Fonds de Crédit Féminin (Y compris E.O.)				15000000	0
04.03.15	Boutiques CPT	4	CPT	1000000 F/CPT	4000000	0
04.03.16	Maraichage CPT	4	CPT	270000 F/CPT	1080000	0
04.03.17	Matériel de Bureau				2000000	0
** SUBTOTAL **					141655675	0
** TOTAL **					141655675	0

13

RAPPORT BUDGETAIRE DEUXIEME TRIMESTRE 1985
 PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY
 DEPENSES LOCALES
 AVRIL - JUIN 1985

SOLS RUBRIQUE	DESIGNATION SOUS RUBRIQUE	MONTANT PROGRAMME	CUMULATIVE ANTERIEURE	DEPENSES MOIS ACTUEL	CUMULATIVE ACTUEL	SOLDE	% PROGRAMME DEPENSE
** VOLET BCC							
• RUBRIQUE E/M							
84.23.01	Charrettes Bovines Proc. 84 et 85	38675000	0	0	0	38675000	0.00
84.23.02	Charrettes Asines Proc. 84 et 85	585600	0	0	0	585600	0.00
76.22.03	Satis de Base proc. 84 et 85	1932375	0	0	0	1932375	0.00
84.23.04	Canadiens 5 Dents Proc. 84 et 85	2772000	0	0	0	2772000	0.00
34.33.05	Lames SS Proc. 84 et 85	871200	0	0	0	871200	0.00
34.23.06	Corps de Charrue Proc. 84 et 85	1223300	0	0	0	1223300	0.00
84.23.07	Houes Asines LCCMA Proc. 84 et 85	1266500	0	0	0	1266500	0.00
84.23.08	Paires de Boeufs 84 et 85	38520000	0	0	0	38520000	0.00
84.23.09	Achat de Cereal 3 Banques Cerealieres	6420000	0	0	0	6420000	0.00
84.23.11	Embouche Bovine (TAURILLONS)	5600000	0	0	0	5600000	0.00
84.23.12	Projet Locaux de Developpement	19200000	0	0	0	19200000	0.00
84.23.15	Boutiques CPT	220000	0	0	0	220000	0.00
84.23.16	Maraichage CPT (Semences et E/M)	400000	0	0	0	400000	0.00
• Subsubtotal •							
** Subtotal **		117575675	0	0	0	117575675	
		117575675	0	0	0	117575675	

MAI 1965
PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY

DEPENSES LOCALES

SOUS RUBRIQUE	DESIGNATION SOUS RUBRIQUE	MONTANT PROGRAMME	CUMULATIVE ANTERIEURE	DEPENSES MOIS ACTUEL	CUMULATIVE ACTUEL	SOLDE	* PROGRAMME DEPENSE
** VOLET SOC							
* RUBRIQUE E/M							
04.03.01	Charrettes Bovines Prom. 84 et 85	38675000	0	0	0	38675000	0.00
04.03.02	Charrettes Asines Prom. 84 et 85	585000	0	0	0	585000	0.00
04.03.03	Batis de Base prom. 84 et 85	1902375	0	0	0	1902375	0.00
04.03.04	Canadiens 5 Dents Prom. 84 et 85	2772000	0	0	0	2772000	0.00
04.03.05	Laues SS Prom. 84 et 85	871200	0	0	0	871200	0.00
04.03.06	Corps de Charrue Prom. 84 et 85	1803000	0	0	0	1803000	0.00
04.03.07	Houes Asines UCDMA Prom. 84 et 85	1266500	0	0	0	1266500	0.00
04.03.08	Paires de Bœufs 84 et 85	38500000	0	0	0	38500000	0.00
04.03.09	Achat de Céréale 8 Banques Céréalières	6400000	0	0	0	6400000	0.00
04.03.11	Embouche Bovine (FAURILLONS)	5600000	0	0	0	5600000	0.00
04.03.12	Projet Local de Développement	18000000	0	0	0	18000000	0.00
04.03.15	Boutiques CPT	600000	0	0	0	600000	0.00
04.03.16	Maraichage CPT (Semences et E/M)	400000	0	0	0	400000	0.00
* Subsubtotal *							
		117575675	0	0	0	117575675	
** Subtotal **							
		117575675	0	0	0	117575675	

26

fait 25 Avril 1985.

PAGE NO. 00001 VEHICULES A REFORMER
25/04/85

Situation du Parc Automobile du PPN

Marque du Véhicule	Numero d'Immatriculation	Lieu d'Affectation	Année d'Achat	Etat du Véhicule
Peugeot 504 break	1876 NY1A	Direction	1980	A reformer (Accidenté)
Land Rover pick-up	1922 NY1A	Direction	1980	A reformer (Moteur fatigué)
Land Rover pick-up	1930 NY1A	Direction	1981	A reformer (Probl moteur, pompe inject)
Land Rover pick-up	1931 NY1A	Quallam Coordination	1981	A reformer (Moteur fatigué)
Land Rover SW	2157 NY1A	Say Coordination	1981	A reformer (Moteur fatigué)
Land Rover SW	2158 NY1A	Quallam Coordination	1981	A reformer (Probl de caisse et moteur)
Land Rover pick-up	2160 NY1A	Direction	1981	A reformer (Moteur fatigué)
Land Rover pick-up	2161 NY1A	Filingué Coordination	1981	A reformer (Moteur et boîte fatigués)
Land Rover pick-up	2185 NY1A	Direction	1981	A reformer (Moteur fatigué)
Land Rover pick-up	2172 NY1A	Kolo Coordination	1981	A reformer (Accidenté)
Land Rover pick-up	2175 NY1A	CNCA	1981	A reformer (Moteur et boîte fatigués)
Land Rover pick-up	2178 NY1A	Direction	1981	A reformer (Moteur fatigué)
Land Rover SW	2185 NY1A	Filingué Coordination	1981	A reformer (Probl moteur, boîte et pont)
Land Rover SW	2186 NY1A	Kolo Coordination	1981	A reformer (Probl de caisse et chassis)

26

12/07/85

M. D. R.

ETAT DE PAIEMENT RECUES

DEPARTEMENT DE NIAMEY

STAGIAIRES CAMPAGNE 1985

P. D. N.

ARRONDISSEMENT DE : FILINGUE

CPT DE : KABE

MOIS DE : AOÛT

REPARTITION

NOMS ET PRENOMS	MONTANT MENSUEL	CONDIMENTS	ECONOMIES STAGIAIRES	FONDS DE ROLLEMENT DES CPT
1. ABDOLAYE SALEY	20000	5000	5000	10000
2. TOHEMOSS ISSOUF	20000	5000	5000	10000
3. ABDOLAYE AHMED	20000	5000	5000	10000
4. GUSSEINI ATTE	20000	5000	5000	10000
5. SALEY DRASSA	20000	5000	5000	10000
6. ALI MOUSSA	20000	5000	5000	10000
7. ALFARI HAROUNA	20000	5000	5000	10000
8. DJEBO SANDA	20000	5000	5000	10000
9. MOUMOUAT FANISSA	20000	5000	5000	10000
10. TCHADJOU YAROUKREN	20000	5000	5000	10000
TOTAUX	200000	50000	50000	100000

ARRETEZ LE PRESENT ETAT A LA SOMME DE:

DEUX CENT MILLE FRANCS

Niamey le 31 Aout 1985

LE CHEF DU BAP



LE DIRECTEUR DU SPA



MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL

DEPARTEMENT DE NIAMEY

PROJET PRODUCTIVITE NIAMEY

ETA^T DE SALAIRES ARRONDISSEMENT DE KOLLO No. _____ /PPN/85

MOIS DE : JUILLET

356

10719

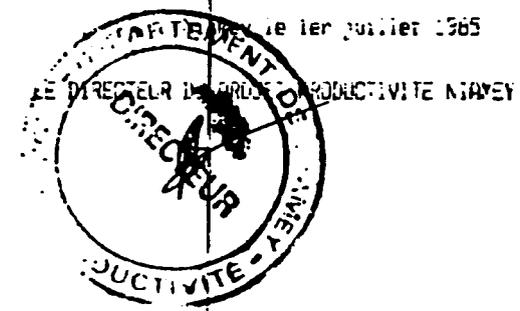
No.	NOMS ET PRENOMS	FONCTION	CATEGORIE	SALAIRE DE BASE	ANCIENNETE	ALLOCATIONS FAMILIALES	AUTRES	SALAIRE BRUT	CASS	CESSIONS	SALAIRE NET A PAYER
1.	SEYNI ADAMOU	CHAUFFEUR	1ereB	28001	840			28841	448		28393
2.	ALI ISSAKA	INSTRUCTEUR	4eme	26730	684			28334	428		27906
3.	BOUREIMA SAMBO	BOUVIER	2emeB	22297	669			22966	357		22609
4.	GADO CHARBOU	INSTRUCTEUR	4eme	26730	1337			28067	428		27639
5.	DIJIBO HASSANE	BOUVIER	2emeB	22297				22297	357		21940
6.	BOUBACAR BALARABE	AGENT/SUIVI	4eme	26730				26730	428		26302
7.	HALIMATOU HAROUNA	AGENT/SUIVI	6eme	36482				36482	584		35898
8.	KADI SOUMANA	AGENT/SUIVI	5eme	31528				31528	504		31024
9.	ISSIFOU MOUSSA	BOUVIER	2emeB	22297				22297	357		21940
10.	Mme SALMATOU IDRISSE	DACTYLO	4eme	26730				26730	428		26302
11.	SALIFOU MOUNKAILA	AGENT/SUIVI	6eme	36482				36482	534		35898
12.	MOUNKAILA BASSIROU	AGENT/SUIVI	4eme	26730	861			27532	428		27104
TOTAL				333034	5252	0	0	338286	5329	0	332957

02.07.09
 01.07.08
 01.07.07
 01.07.02
 01.07.07
 02.07.04
 02.07.04
 01.07.02
 02.07.08
 02.07.04
 //

ARRETEZ LE PRESENT ETAT A LA SOMME DE: TROIS CENT TRENTE DEUX MILLE NEUF CENT QUARANTE ET SEPT FRANCS.

LE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

MA



TERMES DE REFERENCE

TDY ORGANISATIONS LOCALES

Les termes de reference ci-dessous seront suivis par un spécialiste des organisations locales. Il va travailler en étroite collaboration avec la cellule Organisations Locales pendant une période de 5 à 6 semaines.

A. En employant le deuxième rapport de Boyle comme arrière-plan, le spécialiste va développer un système de mise en exécution du Fonds de Développement Rural au sein de PPN. Pour le faire, il doit:

1. Examiner l'expérience d'autre fonds de développement au Niger.
2. Etablir les critères pour l'usage d'un tel fonds par PPN.
3. Développer un système simple d'approbation des prêts.
4. Développer une fiche simple d'opération pour qu'on puisse utiliser cette fiche pour toute demande de prêt par les GM, CVD, Coopératives et d'autres intéressés.
5. Avec Suivi/Evaluation, développer un système de suivi pour toute opération où les fonds (FDR) seront utilisés.
6. Suggérer la formation à entreprendre vers les GM, CVD, coopératives, etc., pour qu'on augmente leur capacité de planifier et utiliser mieux le Fonds de Développement Rural.
7. Avec 3 à 4 GM et/ou CVD planifier quelques opérations qui seront financées par le FDR.

B. Examiner le rôle que le FDR peut jouer dans l'établissement des Sociétés de Développement.

C. Un rapport et plan sur le FDR sera présenté à la direction par la cellule Organisations Locales et le spécialiste à la fin du TDY.

ANNEXE C

RAPPORT DES ACHATS

Le PPN a quelques moyens disponible pour faire les achats à l'étranger. Parmi ceux-ci se trouve le contract DAI. Pendant la première année du contrat \$20,000 sont prévus pour les achats jugés nécessaires pour le bon fonctionnement du projet. La liste suivante présente les achats faits par DAI et réceptionnés par PPN pendant les deux premières trimestres.

<u>NOM</u>	<u>QUANTITE</u>	<u>PRIX</u>
1. Pressure Sensitive Labels	1 box	107.23
2. Ultraterm with French Character Set (for Apples)	1	412.00
3. IBM PC 256K, two 360K disk drives	1	2,125.00
4. AST six Pac plus upgrande to 512K	1	170.00
5. Amdex 300A Amber Monitor	1	200.00
6. Wordstar Professional (DOS)	1	440.00
7. Dbase III (DOS)	1	430.00
8. IBM Graphics Card	1	367.00
9. Dysan DS/DD 5 1/4 Diskettes	5 boxes	175.00
10. Scott Tapes (hard disk backup)	3	99.00
11. KB5151 Keytronic Keyboard	1	220.00
12. UPS-700 (with extra battery set)	2	1,341.85
13. Mark-n-Wipe Board (48"x96")	1	116.00
14. Mark-n-Wipe Board (24"x36")	1	98.24
15. Markers (expo, erase, 4 colors)	24 boxes	102.56
16. Fasteners (file)	3 boxes	5.00
17. French Field glossary	12	48.00
18. IBM Printer cable	1	35.00
19. IBM DOS (version 2.1)	1	53.00
20. File folders (legal)	8 boxes	59.92
21. File folders (letter)	5 boxes	28.45

22. Binders (for large computer paper)	10	18.90
23. Book: Microcomputers and programmable calculators... (MSU)	1	5.00
24. Book: Animal Traction in Eastern Upper Volta...(MSU)	1	10.00
	TOTAL	6,667.15

Le PPN a aussi réceptionné un autre ordinateur IBM-PC avec un 20 mega-byte hard disk. Cet ordinateur, acheté avec les fonds de l'étude organisations locales, est en train d'être utilisé pour l'analyse des données de cette étude et va rester au projet pour l'emploi du volet S/E.

Un appel d'offre pour l'achat de véhicules prévues dans le contrat DAI, la réception des offres, et le choix de véhicules et fournisseurs ont été faits pendant les deux premières trimestres. Le projet attends toujours l'approbation du MDR et du PLAN à la demande d'achat des véhicules par le projet; cette demande comprends aussi les véhicules à acheter par DAI.

Quand le contrat DAI était signé par le MDR et le M/PLAN, nous avons cru que l'approbation tacite de l'achat de véhicules par DAI a été donnée. Donc, le commencement de l'achat de ces véhicules est programmé pour le trimestre prochain.